



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 04 juillet 2016 (5^{ème} séance)

Délibération n° COM 2016-07-05/47

OBJET : Conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacement des agents et élus de la CANGT

L'an deux mille seize, le quatre juillet à 19h46, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, Mme DELORD Jocelyne, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMIEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MARCEL Edmond, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, Mme RAMASSAMY Yvelle, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

M. ROUX Harry, à M. ANZALA Jean
M. PORLON à Mme MAMERT-LISTOIR

CONSEILLERS EXCUSES : Un (1)

M. BARDAIL Jean

CONSEILLERS ABSENTS : Onze (10)

Mme ARMOUGON Betty, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, M. DONA-ERIE Alfred, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Carol, M. MANICOM Grégory, M. MITEL Florent



A été élu secrétaire de séance : M. FRANCFORT Philipson.

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment en ses articles L.2123-18, L.5215-16 et R.2123-22-1 ;

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de stage prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'Agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

La gestion des frais de déplacement dans les collectivités territoriales et établissements publics est déterminée par le décret du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnées à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Ce texte renvoie à la réglementation applicable dans la fonction publique d'Etat figurant dans le décret du 03 juillet 2006.

Les frais occasionnés par les déplacements des agents et des élus sont à la charge de la collectivité pour le compte de laquelle le déplacement est effectué.

Les taux de référence ci-après cités seront revalorisés automatiquement en fonction des textes en vigueur.

I – LES AGENTS DE LA CANGT

1- Prise en charge des frais de repas et d'hébergement

Cette prise en charge diffère selon la raison pour laquelle le déplacement est effectué. Il peut s'agir soit de :

A- L'indemnité de mission,

- Lorsque l'agent se déplace pour l'exécution du service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, muni d'un ordre de mission pour une durée totale ne pouvant excéder douze (12) mois.
- Lorsqu'il suit une action de formation de **perfectionnement**, dispensée en cours de carrière et à la demande de l'employeur ou de l'agent en relation avec les fonctions exercées.

Le remboursement des frais générés par ce déplacement est fixé par l'arrêté du 03 juillet 2006 qui prévoit :

- Un taux de remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas d'un montant de 15,25€ par repas.
- Un taux maximal de remboursement des frais d'hébergement d'un montant de 60,00 €.

Toutefois, l'article 7-1 du décret 2001-654 du 19 juillet 2001, dispose que « *l'assemblée délibérante de la collectivité ou le conseil d'administration de l'établissement [...] peuvent également fixer, pour une durée limitée, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, des règles dérogatoires aux taux des indemnités de mission et de stage. Elles ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée* ».

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

B- L'indemnité de stage

Lorsque l'agent se déplace hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour suivre une action de formation continue organisée par l'administration ou à son initiative en vue de la formation professionnelle. Il peut s'agir d'une formation d'intégration ou de professionnalisation définie par les statuts particuliers. Un arrêté du 03 juillet 2006 fixe le taux des indemnités de stage. Ce taux varie en fonction des conditions de logement et de restauration (gratuit ou dans des structures gérées par l'administration ou non) ainsi que la durée du stage.

2- La prise en charge des frais de transport

La prise en charge des frais de transport varie en fonction du mode de transport utilisé :

A- Le recours aux transports en commun

L'agent peut être amené, pour les besoins du service, à utiliser différents modes de transport en commun : train, avion...

Le choix entre ces différents modes de transports s'effectue en principe sur la base du tarif le plus économique et le plus adapté à la nature du déplacement.

B- Le recours à l'utilisation du véhicule personnel

Les agents peuvent être amenés pour les besoins du service à utiliser leur véhicule personnel à moteur à l'extérieur ou à l'intérieur de leur résidence administrative. Dans ces deux cas, le mode d'indemnisation diffère :

- Lorsque l'autorité territoriale autorise un agent à utiliser son véhicule personnel, elle peut soit décider d'une indemnisation sur la base du tarif de transport public de voyageur le moins onéreux, soit sur la base d'indemnité kilométrique, dont les taux sont définis par un arrêté du 03 juillet 2006.
- Lorsque l'autorité territoriale autorise un agent à utiliser son véhicule pour des déplacements fréquents (cas particulier des fonctions itinérantes), le remboursement s'effectue sur la base d'une indemnité forfaitaire annuelle fixée par délibération.

Il est à noter que les administrations peuvent conclure dans le respect des règles applicables aux marchés publics, directement avec des compagnies de transport, des établissements d'hôtellerie ou de restauration, des agences de voyages, et autres prestataires de services, des contrats ou conventions, pour l'organisation des déplacements.

II – LES ÉLUS COMMUNAUTAIRES

A – Déplacements dans le cadre de leur mandat communautaire

Les conseillers communautaires peuvent bénéficier de mandats spéciaux attribués par l'assemblée délibérante dans le but d'accomplir des missions dans l'intérêt de la Communauté.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Lorsque les élus communautaires sont appelés à représenter la CANGT sur le territoire national et international, ils peuvent prétendre au remboursement des frais qu'ils engagent dans le cadre de l'accomplissement d'un « mandat spécial » (art. L5215-16 et L2123-18 du CGCT).

Ce mandat spécial, qui exclut les activités courantes de l'élu et notamment les actions de formation, s'applique à des missions expressément votées par délibération pour un ou plusieurs membres nommément désignés et précise l'objet et la durée de ces missions.

Par ailleurs, dans la mesure où une jurisprudence du Conseil d'État confirme que l'autorisation doit nécessairement intervenir antérieurement au déplacement auquel elle se rapporte sauf urgence avérée, subordonnant ainsi le remboursement à une autorisation préalable de l'assemblée délibérante.

Le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État s'appliquant en matière de prise en charge des frais de déplacement dans le cadre du mandat spécial, il est précisé dans son article 7 : *« Lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, une délibération de l'établissement peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires aux arrêtés interministériels, qui ne pourront en aucun cas conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée ».*

Le remboursement des frais de déplacement, d'hébergement, de restauration et de transports est établi sur les mêmes bases que les agents communautaires.

B – Déplacements dans le cadre de la formation

Le remboursement des frais de déplacement et d'hébergement est établi également sur les mêmes bases que les agents communautaires.

La Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre prend en charge les frais de restauration sur la base de l'indemnité forfaitaire de repas dont le montant est fixé par arrêté ministériel (15,25 € depuis le 1er novembre 2006).

Le Conseil Communautaire OUI l'expose de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De fixer les indemnités de mission des agents et des élus selon les conditions suivantes :

- Fixer le taux de remboursement des frais de repas réellement engagés par l'agent et sur présentation des justificatifs dans la limite du taux de 15,25 € par repas.
- Fixer les frais d'hébergement au taux maximal de 60,00 €.
- D'autoriser une majoration à ce taux d'indemnité d'hébergement de **200%** maximum (soit 180,00 €) sur présentation de justificatifs et dans la limite des frais réellement engagés lorsque la mission se déroule en France métropolitaine, considérant les coûts plus élevés des hébergements. Cette disposition dérogatoire est prévue pour une durée de 4 ans.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

- De ne pas verser d'indemnité de repas et/ou d'hébergement lorsque l'agent est nourri et/ou logé gratuitement ou lorsque, pour les formations de perfectionnement, les frais d'hébergement et de restauration sont pris en charge par le centre de formation.

ARTICLE 2 : Pour les missions qui se déroulent hors du département, les frais de mission seront pris en charge un jour avant et un jour après la durée de l'évènement justifiant la mission.

ARTICLE 3 : De fixer les taux fixés par la réglementation et précise qu'aucune indemnité ne pourra être versée si l'agent bénéficie d'une prise en charge de la part de l'établissement ou du centre de formation concerné (notamment indemnisation prise en charge par le CNIPT, INSET, INET...).

ARTICLE 4 : Indemnisation des frais de transport :

Accorder une indemnité forfaitaire annuelle aux agents exerçant des fonctions itinérantes :

- Les assistants de prévention ;
- Ou toutes autres fonctions requérant un déplacement quotidien sur le terrain compte tenu des fonctions exercées.

ARTICLE 5 : De fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions suscitées au 1^{er} août 2016.

ARTICLE 6 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

La Présidente,

 Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

